

(RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025)

Prévu par l'article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales introduit par la Loi du 6 février 1992, le débat d'orientation budgétaire (DOB) a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il se tient dans les deux mois précédant le vote du budget primitif, en vue de compléter l'information de l'assemblée délibérante et de renforcer ainsi la démocratie participative.

Dans sa note de conjoncture du 10 octobre 2024, l'INSEE annonce que la zone euro commence à sortir de sa torpeur. Toutefois, si la croissance est revenue, elle reste fragile. En France, l'épisode inflationniste est terminé : la hausse des prix sur un an s'est limitée à 1,2 % en septembre.

L'évolution économique de ces derniers mois accuse une dégradation de certains secteurs d'activité (viticulture, viniculture, agriculture, équipements) qui peuvent concerner notre territoire.

C'est dans ce paysage contraint que le SIAEPA du Cubzadais-Fronsadais doit parvenir à garantir un service public de qualité au profit de ses usagers, en limitant autant que faire se peut le coût pour l'usager tout en continuant à prendre des mesures lui permettant de maintenir une situation financière saine et pérenne.

LE PRIX DE L'EAU

1. La part délégataire

La rémunération du service assuré à chaque abonné comporte deux éléments :

- Un abonnement (part fixe) payable d'avance
- Un prix au m³ consommé, partie variable de la rémunération, payable à l'issue de la période de consommation

A la rémunération du service perçu par le délégataire et la collectivité, s'ajoutent les taxes et redevances au profit des organismes compétents (AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE) et la TVA.

Pour le service de l'eau potable, les nouveaux tarifs de base sont arrêtés de la façon suivante :

- Abonnement compteur de 15 mm : **13€ HT/semestre**
- Prix du m³ consommé : **0.6555 € HT**

Pour le service de l'assainissement, les nouveaux tarifs de base sont arrêtés de la façon suivante :

- Abonnement : **15 € HT/semestre**
- Prix du m³ consommé : **0.7759 € HT**

Ces prix sont révisés tous les ans par application de la formule : $P_n = P_o \times K_n$ où P_o est le tarif de base et K_n le coefficient d'indexation. Pour 2024, les coefficients d'indexation sont établis ainsi :

- Pour l'eau potable, $K_{24} = 1,2167$ (+2,3% par rapport à l'an dernier, alors que l'an passé la hausse était de 4,1 %) soit des prix révisés suivants :

- Abonnement compteur de 15 mm : 15,82 € HT/semestre
- Prix du m³ consommé : 0,7975 € HT/m³
- Pour l'assainissement, K24 = 1,2143 (+2,5% par rapport à l'an dernier, alors que l'an passé la hausse était de 4,9 %) soit des prix révisés suivants :
 - Abonnement : 18,21 € HT/semestre
 - Prix du m³ consommé : 0,9422 € HT/m³

2. La part syndicale

- Pour le service eau potable : Tarif 2024
 - Prix du m³ consommé : 0.47 € HT
 - part fixe : 6.75 € HT/semestre

Afin de contribuer au programme important d'investissements, (plus de trois millions d'euros hors taxe), (nouveaux ouvrages, renouvellement de réseaux d'eau potable), le syndicat propose d'augmenter ses tarifs de 4 % à compter du 1^{er} janvier 2025. Les nouveaux prix sont les suivants :

- prix du m³ consommé : 0,487 € HT
- part fixe : 7,02 € HT/semestre
- Pour le service assainissement collectif :
 - Prix du m³ consommé : 1.408 € HT
 - Part fixe : 10.20 € HT/semestre
- Pour le service assainissement non collectif :
 - redevance : 12.50 € HT/semestre

3. Les taxes et redevances

Une réforme structurante des redevances de l'Agence de l'Eau a été adoptée par le législateur dans le cadre de la loi de finances 2024, votée en décembre 2023. Les textes d'application ont été publiés en juillet 2024. Cette réforme entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

En 2024, trois redevances sont perçues au profit de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE :

Il s'agit :

- sur la facture d'eau, de la redevance pour "la préservation des ressources en eau" de 0.1189€ HT/m³. (0.1185 en 2023)
- sur la facture d'eau, de la redevance "lutte contre la pollution" de 0.330 € HT/m³ (inchangé par rapport à 2023)
- sur la facture d'assainissement, de la redevance "modernisation des réseaux de collecte" de 0.250 € HT/m³ (inchangé par rapport à 2023)

La redevance pour la préservation des ressources en eau, dite redevance de prélèvement, demeure. Les deux autres sont supprimées et remplacées par trois nouvelles pour répondre aux enjeux en matière de gestion de l'eau :

- La redevance sur la consommation d'eau potable, s'applique au fait générateur d'utiliser de l'eau potable. Tous les abonnés sont assujettis, en fonction des m3 d'eau potable facturés. Le tarif est fixé à 0,32 €HT/m3
- La redevance pour la performance des réseaux d'eau potable s'applique aux collectivités, selon la performance de leurs réseaux. Les tarifs sont modulés en fonction du rendement et de la connaissance patrimoniale. L'abattement peut atteindre 80 %. Le tarif de base pour 2025 est fixé à 0,35 € HT/m3
- La redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif s'applique aux collectivités organisatrices du traitement des eaux usées. Les tarifs sont modulés en fonction de l'autosurveillance, de la conformité du système d'assainissement (respect des objectifs de rejet) et de son efficacité. L'abattement maximum peut atteindre 70 %. Le tarif de base pour 2025 est fixé à 0,35 € HT/m3.

Les collectivités deviennent les redevables des deux dernières redevances pour la performance. Elles devront, chaque année, délibérer sur les contre-valeurs à inscrire sur les factures des usagers. Le délégataire appliquera le montant délibéré sur les factures et reversera les montants encaissés à la collectivité.

Pour 2025, année de mise en place de la réforme, l'abattement maximal (soit 80% pour la redevance performance eau potable et 70% pour la redevance performance assainissement collectif) est appliqué sur les deux redevances de performance.

Le montant total prévisionnel pour 2025, prélevé au titre de l'Agence de l'Eau serait à peu près équivalent à celui de 2024 (pour une même assiette).

Deux taux de TVA s'appliquent sur les factures d'eau : un taux de 5,5 % sur la partie eau potable et un taux de 10 % sur la partie assainissement.

LES DEPENSES DE PERSONNEL

Ce poste de charges représente (moyenne des trois dernières années), 28 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'ensemble du syndicat. Les dépenses de personnel subissent chaque année une évolution mécanique (changement d'échelon, hausse des taux de cotisations, reclassement indiciaire...) à prendre en compte. La moyenne de la masse salariale des trois dernières années est d'environ 267.000 €. L'effectif est de cinq agents, titulaires à temps complet de la fonction publique territoriale. Trois agents relèvent de la filière technique et deux de la filière administrative. Trois agents bénéficient d'un travail à temps partiel avec un taux d'activité de 80 %.

LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**1. L'annuité de la dette**

Le remboursement de l'annuité de la dette sur 2024 sera de l'ordre de 835 440 €. Aucun prêt n'a été réalisé sur l'exercice 2024.

La dette en capital au 1^{er} janvier 2025 s'élève à 6 245 412.37 €. Le remboursement total (intérêt + capital) est estimé à 783 000 €.

Evolution des annuités d'emprunt**Assainissement**

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
816 271	846 507	871 026	855 534	836 000	783 000	659 000	641 000
Réalisations				Prévisions			

ETAT DE LA DETTE - ASSAINISSEMENT

Annee	Dette en capital au 1er janvier	Annuités	Interets	Amortissements	Variation annuités Ex(N) - Ex(N-1)
2024	6 858 725,42	835 434,12	222 121,07	613 313,05	
2025	6 245 412,37	780 447,47	194 956,87	585 490,60	-54 986,65
2026	5 659 921,86	658 543,34	177 966,49	480 576,85	-121 904,13
2027	5 179 345,01	640 103,35	171 137,60	468 965,75	-18 439,99
2028	4 710 379,26	526 356,40	157 331,72	369 024,68	-113 746,95
2029	4 341 354,58	511 141,03	147 842,22	363 298,81	-15 215,37
2030	3 978 055,77	504 548,13	138 165,09	366 383,04	-6 592,90

Les dispositions de l'Article L 1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales constituent un plafond à l'endettement en subordonnant l'équilibre réel d'un budget à ce que l'ensemble des prélèvements sur les recettes de fonctionnement, ajoutés aux recettes propres d'investissement, à l'exclusion des emprunts, couvre le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir. Cette règle a notamment pour objet d'empêcher qu'une collectivité emprunte pour rembourser ses emprunts.

En plus de plafonds légaux, il est possible de mettre en évidence des plafonds financiers de l'endettement des collectivités. Ils sont obtenus en calculant des ratios de niveau et des ratios de structure.

- **Ratios de niveau** : il s'agit de valeurs exprimées par abonné

Encours de la dette / nombre d'abonnés soit au 31/12/2023 : 6 858 726 € / 15 740 abonnés

C'est-à-dire un endettement de 436 € par abonné (au 31/12/2022 : 497 €) Pour les communes de 500 à 2 000 habitants ce ratio est supérieur à 600 €. Il est supérieur à 900 € pour les communes dont la population est comprise entre 5 000 et 10 000 habitants.

Annuités de la dette / nombre d'abonnés soit au 31/12/2023 : 855 535 € / 15 740 abonnés

C'est-à-dire une charge de la dette de 54 € par abonné- (Au 31/12/2022 : 58 €).

- **Ratio de structure** : Rapport entre les masses financières du budget.

Encours de la dette / épargne brute (l'épargne brute étant la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) soit 6 858 726 € / 2 665 987 €.

Ce ratio s'exprime en nombre d'années. Il correspond à la durée nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette si elle y consacre toute son épargne brute.

Pour le syndicat, ce ratio s'établit à environ 2,5 ans.

On considère qu'un ratio inférieur à 8 ans positionne la collectivité en zone verte.

2. Des charges fixes limitées

Les charges de gestion courante, hors intérêts de la dette, sont faibles.

En 2024, elles représentent 9,86 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement. Elles regroupent les charges à caractère général et les frais de personnel. L'évolution de ces charges fixes est limitée. La variation du volume des dépenses d'investissement n'a quasiment aucune répercussion sur les charges fixes. Le montant peut être estimé en 2025 à 320 000 €.

Le ratio de rigidité des charges de structure mesure le poids des charges les plus rigides (dépenses de personnel et intérêts de la dette) et difficilement compressibles par rapport aux produits de fonctionnement. Un rapport élevé traduit une disproportion de ces charges et indique une marge de manœuvre limitée. On l'obtient en effectuant :

(Dépenses de personnel + intérêts de la dette) / recettes réelles de fonctionnement.

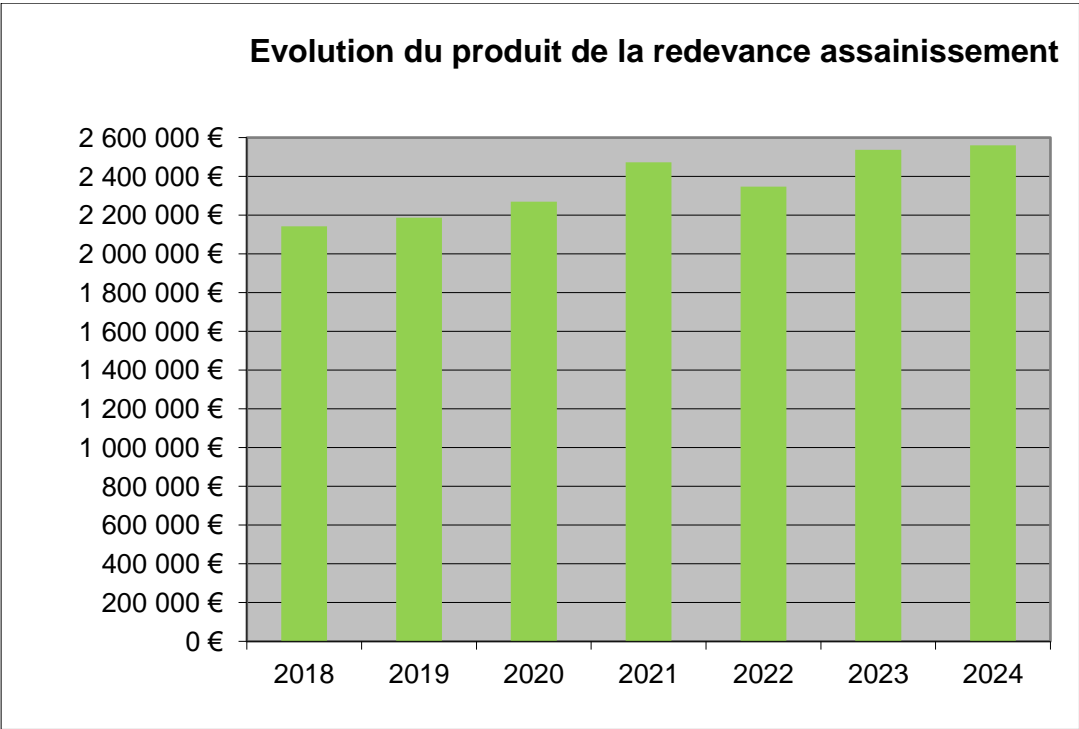
Pour 2023, le ratio s'établit à $(214\,819 + 221\,619) / 3\,166\,649 = 13,8 \%$. L'an dernier il était égal à 13,4 %.

3. Le produit de la redevance assainissement collectif

Le montant de la redevance reversée contractuellement par la SOGEDO le 15 décembre 2024 est de 2 560 401 €. En 2023, ce reversement était égal à 2 537 076,39 €.

Le montant de la redevance peut être estimé à 2 480 000 € pour la préparation du budget primitif 2025.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	
2 186 548,43	2 269 427,96	2 472 970,59	2 347 375,17	2 537 076,39	2 560 401,74	redevance
2,07%	3,79%	8,97%	-5,08%	8,08%	0,92%	variation
1 430 861	1 554 936	1 589 120	1 668 244	1 722 323		volume facturé
14 126	14 553	14 847	15 062	15 740		nbre abonnés
101 m3/ab	107 m3/ab	107 m3/ab	111 m3/ab	109 m3/ab		



4. Les subventions en annuités et les recettes diverses

Les recettes de subventions en annuités versées par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE en 2024 s’élèvent à 17 036 €. Pour 2025, les versements attendus sont de 6 284 €. Le versement des subventions en annuités du Département s’arrêtera en 2028.

CUBNEZAIS		LUGON		FRONSAC				REHAB. RES		TOTAL	ANNEE
8° TR.		14° TR.		9 ° TR.		10°TR. 'A'		1° TR.			
8 761,50	13	3 430,00	12	1 901,25	14	1 990,09	13	2854,38	9	18 937,22	2022
8 761,50	14	3 430,00	13	1 901,25	15	1 990,09	14	2854,38	10	18 937,22	2023
8 761,50	15	3 430,00	14			1 990,09	15	2854,38	11	17 035,97	2024
		3 430,00	15					2854,38	12	6 284,38	2025
								2854,38	13	2 854,38	2026
								2854,38	14	2 854,38	2027
								2854,38	15	2 854,38	2028

Par délibération n° 2019/43, le conseil syndical a décidé de porter le montant de la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) à 1 900 € à partir du 1^{er} janvier 2020. Toutes les constructions neuves ayant l'obligation de se raccorder au réseau d'assainissement collectif, sont assujetties au paiement de cette participation.

Pour les bâtiments à usage autre que l'habitation, son montant est fonction de la surface plancher créée.

Pour 2024, la prévision de recettes de PFAC s'établit à 230 000 €.

5. L'autofinancement

L'AutoFinancement net représente la capacité dont dispose la collectivité pour financer, sur ses propres ressources, des opérations d'investissement. Il se définit de la façon suivante :

A.F. net = Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement – remboursement du capital (en section d'investissement)

L'autofinancement net prévisionnel tel qu'il ressortira dans le budget primitif de 2025 se calcule de la façon suivante :

- R.R.F = redevance + PFAC + subventions annuités + recettes diverses = 2 720 000 €
- D.R.F = charges fixes + charges exceptionnelles + intérêts de la dette = 543 000 €
- Remboursement du capital = 587 000 €
- A.F. net prévisionnel = 2 720 000 – 543 000 € - 587 000 € = **1 590 000 €**

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de l'autofinancement net

réalisé.

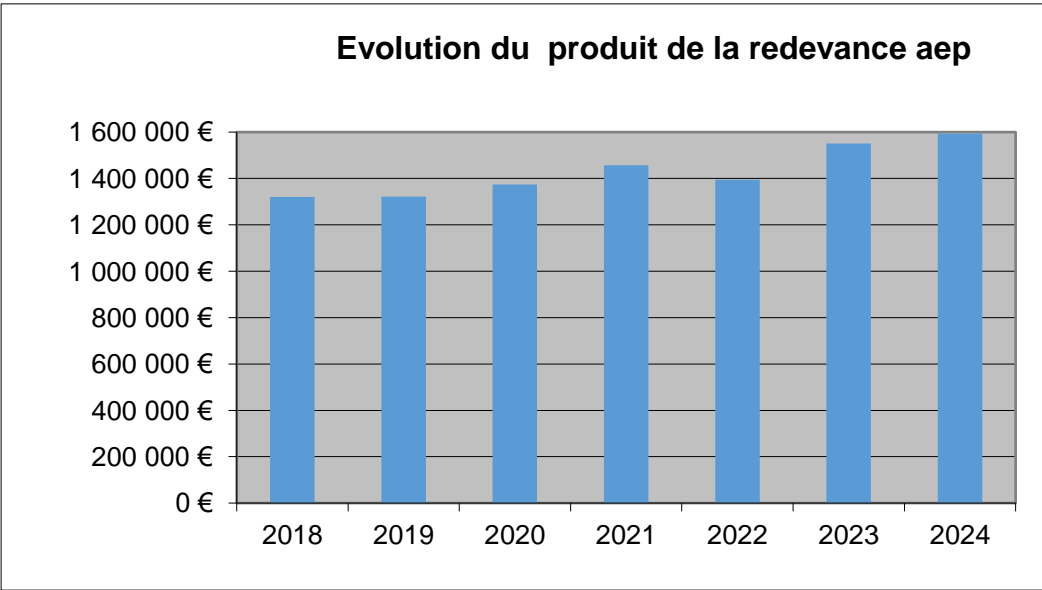
EVOLUTION EXECUTION BUDGETAIRE - ASST						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DEPENSES	Annuités	944 369	863 096	816 272	846 507	855 535
	Frais généraux	262 018	235 017	227 873	236 047	259 467
	Total	1 206 387	1 098 113	1 044 145	1 082 554	1 141 918
RECETTES	Redevance	2 142 187	2 186 548	2 269 428	2 472 970	2 537 076
	PRE/PBA/PFAC	203 203	204 818	288 915	684 022	525 426
	Subv.ann. + autres	229 181	127 870	245 330	148 392	19 088
	Total	2 574 571	2 519 236	2 803 673	3 305 384	3 081 590
	Autofinancement net	1 368 184	1 421 123	1 759 528	2 222 830	1 966 588

LA GESTION DE L’EAU POTABLE

1. La redevance de l’eau potable

Le montant du produit de la redevance reversée contractuellement par la SOGEDO le 15 décembre 2024 est de 1 593 358 €. En 2023, ce reversement était égal à 1 550 998,99 €. Pour l’exercice 2025, le montant de la redevance peut être estimé à 1 550 000 €, compte tenu de l’augmentation du tarif depuis le 1^{er} janvier 2024.

2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1 321 574,87	1 373 863,78	1 457 303,22	1 395 486,33	1 550 998,99	1 593 358,06	redevance
0,08%	3,96%	6,07%	-4,24%	11,14%	2,73%	variation
2 787 364	2 864 429	2 760 410	2 954 921	2 884 293		volume facturé
23 799	24 181	24 583	24 905	25 493		nbre abonnés
117 m3/ab	118 m3/ab	112 m3/ab	119 m3/ab	113 m3/ab		



2. Les loyers pour occupation des châteaux d’eau

Les loyers versés par les opérateurs de téléphonie mobile pour l’occupation des châteaux d’eau ont rapporté 51 000 €, en 2024. Ils sont ajustés en utilisant l’indice du coût de la construction. On peut estimer à 52 000 € l’inscription pour 2025.

3. Les charges fixes

Les charges de gestion courante, hors intérêts de la dette, sont faibles. Elles représentent en 2024 environ 12 % de l’ensemble des dépenses de fonctionnement.

Les frais de personnel sont comptabilisés dans les charges de gestion courante ; l’évolution de ces charges fixes reste limitée. Le montant peut être estimé en 2025 à 203 000 €.

Le ratio de rigidité des charges de structure mesure le poids des charges les plus rigides et difficilement compressibles par rapport aux produits de fonctionnement. Un rapport élevé traduit une disproportion de ces charges et indique une marge de manœuvre limitée. On l’obtient en calculant le rapport :

(Dépenses de personnel + intérêts de la dette) / recettes de fonctionnement.

Pour 2023, le ratio s’établit à (80 410 + 168 230) / 1 618 758 = 15,4 %. (L’an dernier ce ratio était de 12,3 %).

4. L’emprunt et l’autofinancement net

Le remboursement de l’annuité de la dette sur 2024 sera de l’ordre de 804 200 €. Le capital restant dû au 31 décembre sera égal à 10 425 100 €. En 2024, un prêt de 2 490 000 € a été réalisé auprès de la Banque Postale afin de financer les travaux de renouvellement de canalisations inscrits au budget 2024. Ce prêt a été contracté sur une durée de 25 ans, au taux fixe de 3,45 % (prêt vert). Il va générer une première annuité en 2025. Le remboursement total des annuités (intérêt + capital) est estimé à 915 000 €.

Evolution des annuités d'emprunt							
Eau potable							
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
554 108	547 072	542 233	657 048	804 117	912 300	887 900	753 300
Réalisations				Prévisions			

ETAT DE LA DETTE - EAU POTABLE

Annee	Dettes en capital au 1er janvier	Annuités	Interets	Amortissements	Variation annuités Ex (N) - Ex (N-1)
2024	8 444 549,69	804 116,25	294 668,76	509 447,49	
2025	10 425 102,20	912 248,56	369 143,57	543 104,99	108 132,31
2026	9 881 997,21	887 894,10	333 308,48	554 585,62	-24 354,46
2027	9 327 411,59	753 280,71	280 515,31	472 765,40	-134 613,39
2028	8 854 646,19	748 633,43	267 242,11	481 391,32	-4 647,28
2029	8 373 254,87	744 648,31	254 326,47	490 321,84	-3 985,12
2030	7 882 933,03	740 923,03	241 354,51	499 568,52	-3 725,28

- **Ratio de niveau** : il s'agit de valeurs exprimées par abonné.

Encours de la dette / nombre d'abonnés au 31/12/2023: 8 444 550 € / 25 493 abonnés
soit un endettement de 331 € par abonné (l'an dernier il était de 259 €)

Annuités de la dette / nombre d'abonné au 31/12/2023: 657 048 € / 25 493 abonnés
Soit une charge de la dette de 26 € par abonné (22 € pour l'année passée).

- **Ratio de structure** :-Rapport entre les masses financières du budget.

Encours de la dette / épargne brute (= différence entre recettes réelles de fonctionnement et dépenses réelles de fonctionnement)

Soit pour 2023 : 8 444 550 € / 1 258 432 €

Ce ratio s'exprime en nombre d'années. Il correspond à la durée nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette si elle y consacre toute son épargne brute. Pour le syndicat, ce ratio s'établit à 6,5 ans. On considère qu'un ratio inférieur à 8 ans positionne la collectivité en zone verte.

Le total des dépenses réelles de fonctionnement (charges fixes + intérêts de la dette) est prévu pour 2025, à hauteur de 609 000 €.

Le total des recettes réelles de fonctionnement est estimé à 1 604 000 €. Elles regroupent la redevance eau potable et les loyers des opérateurs de téléphonie mobile.

L'autofinancement brut s'établit, par différence, à 995 000 €.

Compte tenu du remboursement du capital s'élevant à 545 000 € en dépenses d'investissement, l'autofinancement net prévisionnel participant à la réalisation du programme d'investissement de 2025 est de **450 000 €**.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de l'autofinancement net réalisé.

		2018	2019	2020	2021	2022	2023
DEPENSES	Annuités	525 827 €	546 609 €	554 108 €	547 073 €	542 234 €	657 049 €
	Frais généraux	117 111 €	134 378 €	135 033 €	112 000 €	154 549 €	144 731 €
	Total	642 938 €	680 987 €	689 141 €	659 073 €	696 783 €	801 780 €
RECETTES	Redevance	1 320 570 €	1 321 574 €	1 373 863 €	1 454 303 €	1 395 486 €	1 550 999 €
	Subv.ann. + autres	78 399 €	79 184 €	65 496 €	61 860 €	55 371 €	67 758 €
	Total	1 398 969 €	1 400 758 €	1 439 359 €	1 516 163 €	1 450 857 €	1 618 757 €
	Autofinancement net	756 031 €	719 771 €	750 218 €	857 090 €	754 074 €	816 977 €

LA PRESTATION DE SERVICE :

Un nouveau marché à bons de commandes a été signé avec la SOGEDO le 1^{er} janvier 2023. Il concerne l'instruction des permis de construire, les contrôles de conformité dans le cadre du neuf, les contrôles de bon fonctionnement des installations existantes, les contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif lors des ventes immobilières, l'assistance juridique et la communication.

Pour 2025, le montant de cette prestation peut être estimé à 210 000 €. Les charges à caractère général et les charges de personnel complètent cette dépense à hauteur de 45 000 €.

Afin de maintenir l'équilibre budgétaire le montant de la redevance est passé à 25 € en 2024 soit environ 225 000 €. Le coût du diagnostic des installations dans le cadre des ventes immobilières est de 150 € HT et pourrait rapporter 15 000 €. Les avis de conception à 75 € et les contrôles travaux à 75 € également pourraient rapporter 15 000 €. Le budget de 2025 s'équilibrerait à 255.000 €.

INCIDENCE SUR LE PRIX DE L'EAU

- Prise en compte de l'indexation contractuelle de SOGEDO
- Hausse de 4% des tarifs eau potable du syndicat
- Mise en place de la réforme des redevances de l'Agence de l'Eau
- Hausse des tarifs de l'assainissement de 3 % afin de contribuer aux investissements lourds à venir en assainissement, (la station de Cavignac, les travaux de restructuration et de réhabilitation sur St André de Cubzac).

	Part SOGEDO		Part SIAEPA		TOTAL HT	Part : Agence de l'Eau		TOTAL HT	TOTAL TTC
EAU									TVA=5,5%
Part fixe		31,64		14,04					
Consommation	120 x 0,797	95,70	120 x 0,49 =	58,80					
-Agence de l'Eau : Performance réseaux aep						120 x 0,07 =	8,40		
- Agence de l'Eau : Préservation ressources						120 x 0,1189 =	14,27		
- Agence de l'Eau : Consommation eau potable						120 x 0,32 =	38,40		
TOTAL EAU 2025		127,34		72,84	200,18		61,07	261,25	275,62
				Moyenne par m3	1,67			2,18	2,30
ASSAINISSEMENT									TVA=10%
Part fixe		36,42		21,00					
Consommation	120 x 0,942	113,06	120 x 1,45 =	174,00					
- Agence de l'Eau : Performance asst collectif						120 x 0,105 =	12,60		
TOTAL ASSAINISSEMENT		149,48		195,00	344,48		12,60	357,08	392,79
				Moyenne par m3	2,87			2,98	3,27
TOTAL EAU+ASST 2025		276,82		267,84	544,66		73,67	618,33	668,41
				Moyenne par m3	4,54			5,15	5,57
TOTAL EAU+ASS (rappel 2024)		270,25		259,26	529,51		83,82	613,33	663,49
				moyenne par m3	4,41			5,11	5,53
VARIATION 2024/2025		2,43%		3,31%	2,86%		-12,11%		0,74%

La valeur moyenne du prix de l'eau assainie, hors TVA et redevances de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE, avec un montant de 4.54 € HT/m³, est en hausse de 13 centimes (+ 2,9 %) par rapport à l'an dernier. Sur une facture totale en TTC, l'augmentation est d'environ 5 €/an (+ 0,74% par rapport à l'an dernier).

Pour un abonné non desservi par le réseau de collecte des eaux usées, la redevance d'assainissement non collectif est de 12,50 € HT/semestre.